

Services publics

les attaques se multiplient, les résistances s'amplifient

Agir pour les droits des femmes

Depuis 1997, des militantes de différentes organisations syndicales (Cgt, Fsu, Solidaires) organisent chaque année des formations autour des questions des droits des femmes.

Cette expérience très riche a permis la réalisation d'une brochure de 32 pages qui reprend les principaux thèmes évoqués dans ces journées : les inégalités au travail et à l'école, les retraites et la protection sociale, les violences faites aux femmes, féminisme et syndicalisme.

Il s'agit bien que notre syndicalisme contribue à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, inscrite dans la loi, devienne une réalité. Cette brochure est disponible (1 euro) auprès des syndicats ou au siège de l'Union syndicale Solidaires.

Un film à voir

The Take

Naomi Klein, canadienne, auteur en 1999 du livre No Logo (sur la dictature des marques et des multinationales) refait parler d'elle avec un film documentaire "The Take", réalisé avec Avi Lewis (journaliste de la télévision canadienne). Ce film tourné en Argentine se penche sur les entreprises autogérées par les salariés qui se sont multipliées après la crise économique et financière dont a été victime l'Argentine en 2001. Après la fuite des capitaux, des milliers d'entreprises se sont retrouvées abandonnées par leurs patrons. Certains salariés ont décidé de s'organiser pour relancer eux-mêmes la production et mettre en œuvre des principes d'auto-gestion. C'est à partir de l'exemple concret d'une usine de pièces détachées pour automobiles que Naomi Klein montre les différents aspects de cette lutte : organisation des salariés, inquiétude sur leur capacité à rendre viable cette production, bataille juridique et politique, organisation de la solidarité face à la répression, espoir d'une alternative au capitalisme et à ses dégâts... Lorsque nous disons "Une autre monde est possible", ce film ouvre la réflexion sur l'auto-organisation des salariés pour prendre leur avenir en main, sur la question de la propriété privée. Face au pillage et au sacage de l'Argentine par les multinationales et une minorité de possédants, ce film témoigne que si la résistance à l'ordre néolibéral est nécessaire, il s'agit aussi de rendre crédible des alternatives.

Malgré les effets catastrophiques des processus de libéralisation et de privatisation observés à travers le monde (accidents ferroviaires tragiques, pénuries d'électricité...), l'Union européenne et ses états membres poursuivent aveuglement leur politique de bradage des services publics.

En France comme ailleurs, et parfois plus vite, depuis des années les services publics subissent la déréglementation, la mise en concurrence, les privatisations partielles ou totales. Le processus est toujours le même : politique d'étouffement visant à affaiblir le service concerné, puis ouverture du capital présentée comme un "souffle d'air" et enfin généralisation de la concurrence. Les motifs invoqués pour libéraliser et privatiser sont eux aussi toujours les mêmes : faire baisser les prix pour les consommateurs, leur offrir la liberté de choix, permettre des alliances notamment internationales. Mais dans les faits, les conséquences sont toujours identiques : exclusion des populations non solvables, dégradation de la qualité du service proposé, augmentation des prix pour les particuliers, reconstitution de monopoles privés après une période de

"Vivent les services publics" : une initiative prometteuse

Le 30 avril dernier se tenait l'assemblée générale constitutive de l'association Vivent les services publics (VSP) à Saint Estève Janson (Bouches-du-Rhône). VSP entend défendre et refonder des services publics avec toutes celles et tous ceux à qui ils appartiennent (usagers, salariés de ses services, élus en charge de l'intérêt public... citoyens). Il s'agit pour l'association :

- ✓ de mettre en réseau toutes les forces œuvrant dans ce sens ;
- ✓ de favoriser la circulation de l'information, des initiatives et le débat entre les usagers, les salariés, les élus... ;
- ✓ d'informer sur les évolutions des services publics au plus près des préoccupations réelles ;

✓ de développer des collectifs locaux...

Dans cette perspective, l'association propose :

- ◆ la mise en place d'un centre de ressources d'informations sur les évolutions et sur les initiatives citoyennes, alimenté notamment par ses adhérents ;
- ◆ des observations comparatives sur des thèmes et des territoires précis (ex. l'accès à la santé dans tel quartier, dans tel village...)
- ◆ menées avec les personnes concernées ;
- ◆ d'être un lieu de débats et d'initiatives ;
- ◆ d'aider les collectifs locaux qui se réclament de VSP locaux...

Composée de personnes physiques (tout citoyen rattaché à un VSP local), l'association regroupe également des personnes morales : collectifs et organisations d'usagers, associations d'élus, associations professionnelles, organisations syndicales... dont plusieurs structures membres de **Solidaires**. Créée sur la ligne PACA, l'association entend bien se développer progressivement sur l'ensemble de territoire.

A chacun de nous de favoriser cette émergence.

Pour en savoir plus :

consultez le site de VSP : <http://www.v-s-p.org>

Services publics : RESISTANCE !

De part son ampleur, la mobilisation du 5 mars dernier à Guéret a démontré combien le combat pour la défense et le développement des services publics était fortement porteur et fédérateur.

Ce jour là, malgré des conditions climatiques détestables qui ont empêché de nombreux collectifs, ainsi qu'une part importante des populations locales et limitrophes, de se rendre sur place, plus de 6 000 personnes ont répondu à l'appel lancé par le "Collectif de Guéret pour la défense des services publics".

Cette journée a permis de faire la jonction entre les collectifs unitaires de différents départements, entre les salariés des services publics et les usagers, entre les élus locaux, les syndicats et les associations.

Notre Union syndicale, particulièrement impliquée dans les collectifs pour la défense et le développement des services publics (plus de 500

militant(e)s présents à Guéret), entend poursuivre et intensifier son investissement au niveau local comme national afin que les perspectives élaborées à l'issue de la mobilisation de Guéret se concrétisent.

Il s'agit de favoriser la multiplication des collectifs, leur regroupement en réseau à l'échelon départemental ou régional et de développer les initiatives locales. Processus qui doit s'accompagner de la mise en place d'une coordination au niveau national de l'ensemble des collectifs dans la perspective de l'organisation d'une mobilisation (états généraux, manifestation...) unitaire centralisée durant l'automne 2005.

La multiplication des initiatives depuis Guéret, telle la manifestation régionale organisée au Fouët (56) le 7 mai dernier, confirme que ce processus est aujourd'hui bien enclenché.

Energie : Attention danger !

Face à la montée du NON dans la campagne référendaire sur le projet de traité constitutionnel européen, le gouvernement a décidé de reporter l'ouverture du capital de Gaz de France après le 29 mai - prétextant des conditions de marché peu favorables.

Malgré les inquiétudes et les rejets émanant des salariés concernés et de la société civile, malgré les échecs répétés de ces mêmes politiques dans le monde libéralisé de l'énergie, le gouvernement, au-delà de son replis stratégique actuel, entend bien poursuivre le même processus qu'à France Télécom ou à Air France... avec pour but ultime la privatisation de l'entreprise (tant l'Etat n'hésite pas à renier sa "parole" après l'ouverture du capital des entreprises publiques pour passer allègrement sous la barre des 50% en fonction des opportunités boursières et des aléas budgétaires).

Sans attendre cette ouverture, le Président de Gaz de France a récemment annoncé la mise en œuvre d'orientations visant à "générer de la valeur pour les actionnaires"... plaçant ainsi d'ores et déjà l'intérêt de l'actionnaire avant celui de l'utilisateur.

Plus que jamais, c'est bel est bien le service public de l'énergie qui est aujourd'hui menacé.

Faut-il rappeler que cette même logique libérale a engendré dans un grand nombre de pays, où le secteur électrique a été libéralisé, des coupures d'électricité nombreuses et violentes (Canada, Espagne, Italie...), sans parler de la situation désastreuse en Californie qui a même conduit à l'instauration de l'état d'urgence durant l'été 2002 pour faire face aux pénuries provoquées par les mesures de déréglementation.

Licencié pour s'être mobilisé contre la privatisation du chemin de fer malien

Depuis sa vente, en octobre 2003, à un consortium privé canado-français (Transrail), la situation du rail au Mali n'a cessé de s'empirer. La qualité du trafic voyageur est devenue déplorable alors même que le trafic de marchandises a pour sa part été multiplié par six. Plus des deux tiers des gares et des haltes ont été fermées (26 sur 36) dans ce pays où le rail représentait l'un des principaux moyens de circulation (de nombreux villages sont inaccessibles par la route). C'est autour du rail que se sont développés des villages, des vergers, toute une série d'activités économiques, aujourd'hui gravement menacées.

Co-fondateur d'un nouveau syndicat du chemin de fer et président du "Collectif citoyen pour la restitution et le développement intégré du rail malien" (Cocidrail), Tiécoura Traoré, ingénieur ferroviaire, a été licencié par Transrail pour s'être mobilisé contre la privatisation. Ses employeurs lui reprochent son "manque de loyauté" et son "intention délibérée de nuire" à la société et l'ont privé de salaire, prime ou indemnité. Ses camarades craignent également pour sa vie.

Lors d'une assemblée des mouvements sociaux à Bamako, un collectif de soutien a été créé pour faire annuler le licenciement abusif dont a été



Rail : les profits avant la sécurité

Le 3 mai dernier, plusieurs centaines de cheminots, d'usagers et d'élus ont défilé dans les rues de Metz pour manifester contre la libéralisation des transports internationaux de fret ferroviaire dans l'Union européenne et contre la mise en service du premier train privé fret en France. Ce train assurera le transport de chaux entre des fours de la Meuse et des sites sidérurgiques de la Sarre dans le cadre d'un marché perdu par la SNCF au profit de la société CFTA Cargo, filiale de Connex.

Connex a une longue expérience de la privatisation des réseaux ferroviaires et les travailleurs du rail de plusieurs pays ont déjà subi les conséquences de son arrivée. Ainsi, Connex South East a exploité le réseau de chemin de fer dans plusieurs régions d'Angleterre. La société a alors fait reculer les conditions de travail de trente ans : journée de travail allant jusqu'à 11½ heures, durée maximum hebdomadaire de travail pour un mécanicien portée à 77 heures... Ces mauvaises conditions de travail ont engendré une forte augmentation des accidents. L'autorité organisatrice lui a finalement retiré fin 2004 sa

licence d'exploitation du réseau pour des insuffisances importantes en matière de sécurité. Après la sous-traitance du nettoyage et de la manutention, après la filiation de certains autres secteurs, après le lancement de l'IDTGV (véritable train privé voyageurs), l'arrivée de ce premier train privé fret constitue un nouveau pas vers la privatisation de la SNCF.

Pourtant, l'échec patent de la privatisation et de la dérégulation du rail dans d'autres pays est là pour démontrer l'inefficacité et les effets négatifs de telles politiques. En Grande Bretagne, celles-ci se sont traduites par de fortes hausses tarifaires (alors même que la qualité du service proposé s'effondrait) mais ont aussi engendré une série d'accidents, dont plusieurs mortels.

Constat qui a amené le gouvernement à pallier aux manquements des entreprises privées. Aujourd'hui, de fait, la gestion des voies ferrées, le tiers des travaux et une partie du roulement des trains sont de nouveau revenus sous le contrôle de l'Etat.

L'Union européenne et les gouvernements des états membres refusent de tirer des leçons de telles expériences et persistent dans des politiques qui n'ont d'autre but que de favoriser le profit des entreprises privées au détriment des intérêts publics. Cette politique est néfaste pour les usagers, le transport public et les cheminots. Elle ne mène qu'au dumping social, à la recherche de profits au détriment de la sécurité.

Cette plaquette de l'Union syndicale Solidaires publiée en décembre 2004 revient sur la notion d'intérêt général et examine en quoi les services publics sont un outil pour y parvenir. Faisant le lien avec les mobilisations actuelles, elle démontre qu'en dépit des remises en cause, les services publics correspondent à une aspiration profonde, celle d'une citoyenneté qui ne se réduit pas à la sphère politique, mais embrasse tous les aspects de la vie sociale. N'hésitez pas à vous renseigner sur les modalités d'obtention de cette brochure auprès de votre organisation syndicale.



Répression brutale à La Poste

Les postiers du centre de tri de Bordeaux se retrouvent confrontés à une répression très dure dans le cadre d'un conflit de plusieurs mois portant sur la restructuration du centre et des suppressions d'emplois. Face au refus de la direction de négocier, les postiers ont bloqué le centre le 25 mai : le lendemain, la police a fait évacuer le centre et a embarqué plusieurs militants syndicaux Sud et Cgt : ils sont restés en garde à vue plus de 24 heures et sont poursuivis pour séquestration et enlèvement ! La direction de La Poste, avec l'aide des pouvoirs publics, a décidé de casser la mobilisation par un répression extrêmement grave et une tentative de criminaliser l'action collective. La mobilisation s'organise pour exiger l'abandon de toute poursuite judiciaire ! Affaire à suivre...

Agenda

altermondialiste

◆ Le prochain Forum social européen aura lieu à Athènes en Avril 2006. Le comité de préparation grec qui s'est mis en place fait une large place au mouvement syndical : la Fédération des services publics, par exemple, est largement partie prenante de cette dynamique. Un processus européen de consultation des mouvements sociaux est en cours pour cibler les thèmes importants. Bien sûr la question de l'Europe devra être au cœur des débats et devra permettre de dégager des alternatives et un agenda de mobilisations européen. Le déroulement de ce 4^{ème} FSE en Grèce devrait permettre une participation beaucoup plus importante des mouvements sociaux de la Russie, des pays de l'Europe Centrale, et Orientale. Pour suivre la préparation, consulter le site : www.fse-esf.org

◆ Le prochain sommet de l'Omc (Organisation mondiale du commerce) se tiendra à Hong - Kong en décembre 2005. Après l'échec du sommet de Cancun (septembre 2003) où l'alliance de pays du Sud avait mis en échec le processus de libéralisation totale de l'agriculture, les responsables de l'Omc espèrent bien cette fois franchir un pas décisif dans la libéralisation des services et de l'agriculture. Face à cela, la mobilisation des peuples est nécessaire. Au niveau européen, une manifestation est prévue à Genève en Octobre, lors de la dernière réunion des ministres préparant l'accord final du sommet de l'Omc : ce sera l'occasion de se faire entendre pour refuser la marchandisation du monde ! Nous y reviendrons pour les modalités concrètes et pour préciser la date.